

**SOCIÉTÉ** Le statut des animaux de rente recueillis en sanctuaire pourrait changer: quel impact sur les soins? **13**

**ANALYSE** Les causes structurelles du creusement des inégalités occultées par le discours sécuritaire dominant. **14**

le **MAG** Les témoignages de réfugié-es qui ont fui l'enfer de Gaza recueillis par le réalisateur Nicolas Wadimoff. **19**

# WEEK-END

SOLIDARITÉ  
11

LE COURRIER  
VENDREDI 30 JANVIER 2026

Auteur de plusieurs ouvrages sur le nazisme et l'histoire juive, Enzo Traverso dénonce la dangereuse instrumentalisation de l'antisémitisme et de l'Holocauste, invoqués pour faire taire les voix critiquant le génocide à Gaza

## «Israël instrumentalise l'antisémitisme»

PROPOS RECUEILLIS PAR  
GUY ZURKINDEN

**Entretien** ► En France, la proposition de loi «sur les formes renouvelées de l'antisémitisme», examinée pour la première fois le 20 janvier dernier par une commission de l'Assemblée nationale, a relancé un débat explosif. Signé par 120 parlementaires, le texte, déposé par la députée macroniste Caroline Yadan, veut interdire l'expression de critiques publiques contre le sionisme, en assimilant celles-ci à de l'antisémitisme. Le projet est dénoncé comme liberticide par de nombreux chercheur-es et collectifs, dont la Ligue des droits de l'homme.

Pour l'historien Enzo Traverso, professeur à l'Université Cornell aux États-Unis, cette loi s'inscrit dans une tendance générale marquée par une instrumentalisation accrue de l'antisémitisme. Objectif: faire taire toute critique contre la politique génocidaire menée par Israël à Gaza. Cette politique, pilotée par le gouvernement extrémiste de Benjamin Netanyahu, est paradoxalement soutenue par une extrême droite internationale qui a longtemps baigné dans l'antisémitisme. Elle risque d'entraîner un regain du racisme antijuif, et de brouiller la mémoire de l'Holocauste, alerte Enzo Traverso, auteur de plusieurs livres consacrés à la barbarie nazie, à l'antisémitisme et à la pensée juive<sup>1</sup>. Interview.

**Selon vous, le débat autour de la loi Yadan s'inscrit dans un contexte plus général, que vous décrivez dans un récent essai sur le génocide à Gaza?**

**Enzo Traverso:** Il ne s'agit en effet pas d'une discussion spécifique à la France. Des textes analogues ont été proposés ou adoptés dans plusieurs pays européens, ainsi qu'aux États-Unis. En Italie, un projet de loi allant dans ce sens est en débat. Tous reprennent l'argumentaire développé en 2016 par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Connue sous le nom de Déclaration de Stockholm, adoptée par plus de 40 États, il

assimile la critique de l'État d'Israël à de l'antisémitisme – en contradiction avec plusieurs résolutions des Nations unies, et avec la Déclaration de Jérusalem formulée en 2021 par des spécialistes de l'Holocauste, tant Israélien-nes qu'Américain-es ou Européen-nes, réfutant cet amalgame.



**«En décrédibilisant la mémoire de l'Holocauste, c'est l'ensemble de nos repères moraux, politiques et démocratiques qu'on brouille»**

Enzo Traverso

La loi Yadan et les projets d'inspiration semblable s'inscrivent dans un contexte global: celui d'une instrumentalisation de l'antisémitisme par

l'État d'Israël. Avec pour objectif de légitimer sa politique coloniale et de criminaliser la solidarité envers la population palestinienne. Ce phénomène, qui repose sur une accusation grossièrement mensongère, est à l'œuvre depuis des décennies. Mais il a connu un saut qualitatif après le 7 octobre 2023.

**En quoi consiste cette gradation?** Désormais, l'antisémitisme et la mémoire de l'Holocauste sont invoqués pour légitimer un nouveau génocide, en cours à Gaza. Le gouvernement Netanyahu utilise en effet l'argument suivant: l'État Israël a été construit sur les cendres de la Shoah, et au nom de ses victimes; il ne peut donc pas être accusé d'être lui-même un bourreau. Cette justification est malheureusement cautionnée par les grands médias et par les chefs d'État de la plupart des puissances occidentales. En plus de souiller et de dénaturer la mémoire de l'Holocauste, cette instrumentalisation risque d'avoir des effets dévastateurs.

**Lesquels?**

Utiliser l'Holocauste pour justifier le soutien à un gouvernement génocidaire ne peut qu'aboutir à jeter le discrédit sur la mémoire de ce terrible événement historique. Personne ne pourra plus invoquer la Shoah sans susciter le doute. Pire, certains-es en viendront même à croire qu'il s'agit d'un mythe inventé pour défendre Israël et ses allié-es. Les conséquences seront d'autant plus graves que la mémoire de l'Holocauste est



Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, lors de la deuxième «Conférence internationale pour le combat contre l'antisémitisme» à Jérusalem, le 26 janvier. KEYSTONE

devenue, après la Seconde Guerre mondiale, un levier pour lutter contre l'antisémitisme et contre d'autres formes de racisme et de xénophobie. Elle a aussi servi de paradigme permettant de dénoncer d'autres génocides et crimes contre l'humanité, des dictatures d'Amérique latine au génocide des Tutsis au Rwanda. En décrédibilisant cette mémoire, c'est l'ensemble de nos repères mo-

raux, politiques et démocratiques qu'on brouille – et jusqu'à notre conception du bien et du mal. Tout cela peut aussi entraîner une réhabilitation de l'antisémitisme.

**Comment expliquer qu'une telle logique soit cautionnée par la plupart des États occidentaux?**

L'appui inconditionnel de l'Europe et des États-Unis au gou-

vernement israélien a une multiplicité de causes. Une raison est géopolitique: Israël est un allié occidental, surtout étasunien, au Proche-Orient; une autre tient à la culpabilité européenne face à l'Holocauste, qui est compréhensible mais devient inadmissible après plusieurs décennies d'oppression des Palestinien-nes.

On oublie souvent un autre motif, pourtant central, à ce soutien. Ce dernier s'inscrit dans une longue tradition coloniale européenne, qui se manifeste aujourd'hui par le retour en force du cliché orientaliste présentant Israël comme un îlot de civilisation dans un Proche-Orient arriéré et fondamentaliste. Ce cliché est d'autant plus efficace qu'il fait écho avec une réalité qui est désormais celle de nombreux pays occidentaux: alors que les juif-ves y forment des minorités parfaitement intégrées, la population musulmane est identifiée comme un corps étranger, une menace – et un bouc-émissaire. ...

## «La gauche doit être un rempart contre l'antisémitisme»

**On assiste ces dernières années à un regain de propos et d'actes à caractère antisémite dans de nombreux pays. Quelles en sont les causes?**

La hausse de l'antisémitisme est malheureusement une réalité. Elle s'est traduite récemment par des épisodes meurtriers aux États-Unis, en Australie, avec la tuerie de Bondi en décembre dernier, et même dans des pays européens.

Ce phénomène est en grande partie un produit de la crise actuelle au Proche-Orient, du génocide à Gaza et de l'amalgame qui est fait entre les juif-ves et le

sionisme. L'antisémitisme doit être combattu sous toutes ses formes. Pour être efficace, ce combat doit partir de la distinction entre judaïsme et sionisme, entre la diaspora juive et Israël. S'attaquer à une synagogue ou à une école juive est un acte antisémite et raciste qui n'a rien à voir avec la solidarité avec le peuple palestinien. Cette équivoque extrêmement dangereuse devrait être combattue par les politiques publiques, notamment par le biais des systèmes éducatifs. Malheureusement, nos gouvernements font le contraire. En soute-

nant le gouvernement Netanyahu et en assimilant la critique de la politique d'Israël à l'antisémitisme, ils jettent plutôt de l'huile sur le feu.

C'est donc la gauche qui doit assumer le rôle de rempart face à la montée de l'antisémitisme. Cela implique notamment de s'opposer à toutes les expressions de ce fléau au sein du mouvement de solidarité avec la Palestine. Heureusement, elles sont rares au sein du mouvement de solidarité avec la Palestine. Mais lorsqu'elles surgissent, elles doivent être dénoncées.

GZN

### Cette évolution explique-t-elle l'alliance paradoxale entre de nombreux partis d'extrême droite et le gouvernement Netanyahu?

Bien que l'antisémitisme fasse partie de leur ADN, les partis d'extrême droite sont devenus de grands défenseurs de l'Etat d'Israël, s'affichant en fers de lance de la lutte contre le racisme antijuif.

Cette union apparemment contre-nature a une explication. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'islamophobie est devenue la principale forme de racisme dans le monde occidental. Au-delà de leurs différentes origines ou orientations idéologiques, les extrêmes droites se fédèrent aujourd'hui contre les populations arabes et musulmanes, désignées comme leur ennemi premier.

Cela favorise une forme de convergence avec Israël, qui se définit depuis 2018 comme un Etat ethnoreligieux et pratique un racisme institutionnel contre la population arabe. Ces affinités sont encore renforcées par la nature du gouvernement Netanyahu, dont les composantes les plus radicales sont ouvertement suprémacistes et racistes.

Tout cela peut bien sûr changer, car l'antisémitisme inscrit dans le code génétique de ces droites radicales peut se réveiller.

Il existe aussi d'autres formes de sionisme plus paradoxales, comme le sionisme outrancier des droites chrétiennes évangéliques, particulièrement important aux Etats-Unis, mais l'islamophobie me semble aujourd'hui l'élément déterminant.

### La radicalisation à droite de la société israélienne et de ses dirigeants s'inscrit en rupture avec la «modernité juive», que vous avez décrite comme le principal foyer critique et progressiste de la pensée occidentale<sup>3</sup>. Quelles sont les racines de cette transformation?

Durant des siècles, les juif-ves ont formé une population minoritaire, discriminée et souvent persécutée au sein de l'Europe, avant d'être victime d'un des pires génocides de l'histoire. Cette oppression a engendré chez les juif-ves une tradition de pensée universaliste et internationaliste, critique des pouvoirs et opposée aux violences racistes. En littérature, en théorie politique, sur le plan esthétique ou scientifique: au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, toutes les avant-gardes étaient incarnées par des juif-ves. Et jusque dans les années 1930, la gauche était donc largement hégémonique au sein du monde juif en Europe.



Des juif-ves antisionistes manifestent en soutien à Gaza à Melbourne, en Australie, en février 2025. «De fait, le monde juif est aujourd'hui divisé», constate le chercheur Enzo Traverso. KEYSTONE

A partir de la Deuxième Guerre mondiale, un tournant s'opère. D'une part, et c'est un élément très positif, l'antisémitisme est désormais banni et stigmatisé. De l'autre, après la naissance de l'Etat d'Israël, les juif-ves sont intégrés dans les dispositifs de domination de l'establishment occidental. Quant à la diaspora, son centre

de gravité passe de l'Europe aux Etats-Unis. En parallèle à ces évolutions, le courant conservateur, jusque-là minoritaire, va énormément se renforcer au sein du monde juif. L'exemple paradigmatique de ce tournant est Henry Kissinger, un juif allemand, immigré aux Etats-Unis, qui deviendra le principal stratège de l'impé-

rialisme américain. Après 1945, Kissinger est une figure aussi emblématique du monde juif que Trotski ou Rosa Luxemburg l'avaient été pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Il faut cependant préciser que la diaspora juive est loin d'être monolithique. Une large partie refuse aujourd'hui de

soutenir Israël et son gouvernement ultranationaliste.

### Les collectifs juifs sont en effet très mobilisés dans les manifestations pour Gaza.

La composante progressiste reste très présente au sein de la diaspora juive. C'est même sa persistance qui explique la forte présence juive au sein des mobilisations contre le génocide à Gaza. De fait, le monde juif est aujourd'hui divisé. D'un côté, une partie, très visible car disposant de puissants soutiens institutionnels, défend Israël. De l'autre, de larges secteurs de la diaspora, notamment dans la jeunesse, militent en solidarité avec la Palestine. On peut l'observer aux Etats-Unis, bien que le mouvement ait décliné en raison de la répression exercée par les gouvernements Biden puis Trump, mais aussi en Europe. Ces résistant-es s'inscrivent dans une longue tradition: la grande majorité de la population juive a longtemps été antisioniste!

<sup>1</sup> Lire, entre autres Enzo Traverso, *Pour une critique de la barbarie moderne. Essai sur l'histoire des Juifs et de l'antisémitisme*, Page 2, 1997; *L'Histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*, Editions du Cerf, 1997. <sup>2</sup> Enzo Traverso, *Gaza devant l'histoire*, Lux Editeur, 2024. <sup>3</sup> Enzo Traverso, *La fin de la modernité juive*, Ed. La Découverte, 2013.

## «Face à Trump, une résistance populaire émerge»

### D'origine italienne, vous vivez et travaillez depuis plus d'une décennie aux Etats-Unis. Quel regard portez-vous sur la profonde crise que traverse le pays, menacé d'une dérive autocratique?

Enzo Traverso: Le soutien de Donald Trump au gouvernement génocidaire de Benjamin Netanyahu, ou encore la séquestration du président vénézuélien sont certes des faits choquants. Ils s'inscrivent cependant dans une certaine continuité: celle de la politique impériale menée par les Etats-Unis depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

En revanche, le gouvernement Trump présente aussi des traits nouveaux, donc plus difficiles à interpréter. Il s'agit du déploiement de l'armée fédérale dans les grandes villes démocrates, ainsi que du renforcement massif d'ICE, cette agence gouvernementale supposée lutter contre l'immigration clandestine qui est en train d'instaurer

un climat de terreur dans la société américaine.

### Vous vivez et travaillez aux Etats-Unis, un pays profondément polarisé après une année d'administration Trump. Quel est votre regard sur ce gouvernement?

Je pense que la violence utilisée ces dernières semaines par ICE dans l'Etat du Minnesota ne relève pas d'un dérapage. Mais plutôt d'une volonté de l'administration Trump de radicaliser le conflit avec ses opposant-es. Le président fait un pari risqué, car il risque de perdre les élections de mi-mandat en novembre, si elles ont lieu de manière régulière.

En revanche, si Donald Trump ne rencontre pas de résistances à la hauteur de ses attaques, celles-ci pourraient déboucher sur l'instauration d'un régime autocratique. L'Etat de droit serait vidé de son sens, et les me-

### «La situation reste incertaine et très dangereuse» Enzo Traverso

sures non constitutionnelles décidées par l'administration seraient avalisées a posteriori par la Cour suprême. Les Etats-Unis subiraient ainsi une transformation profonde. Ce processus n'est pas encore achevé, mais il est clairement amorcé.

### Qu'en est-il des résistances face à cette politique?

Je pense qu'on assiste à une prise de conscience du danger que représente Donald Trump. Elle se traduit aussi par une augmentation des résistances sociales. On le voit à Minneapolis, où toute une ville est mobilisée contre l'ICE. On l'a vu aussi dans d'autres Etats – en Californie, dans l'Illinois ou dans l'Oregon.

Cette résistance populaire vient d'en bas. Elle surgit dans des quartiers qui s'organisent face aux rafles de l'ICE. En parallèle, une contestation politique commence à s'affirmer. L'élection de

Zohran Mamdani à la mairie de New York en a été un symbole le plus fort. Mais le succès de la tournée «contre l'oligarchie» réalisée par le sénateur Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, leaders des Socialistes démocrates, en est aussi un symptôme.

Quant à la majorité du Parti démocrate, elle est restée dans un premier temps sonnée par la défaite de Kamala Harris. Sa direction a adopté ensuite une position attentiste, consistant à espérer une débâcle de l'administration Trump pour ensuite récupérer la mise. Peu à peu, les cadres de ce parti semblent heureusement changer de cap, après avoir pris conscience que ce très mauvais calcul risqué de priver la société de tout outil de résistance politique face à l'offensive trumpienne.

Il reste cependant difficile de faire des pronostics pour l'avenir. La situation reste incertaine et très dangereuse.

PROPOS RECUEILLIS PAR GZN

## OUVRONS LE DÉBAT!

Nos rendez-vous autour des votations

JEUDI 12 FÉVRIER 2026 À 18H30

## 200 francs pour la SSR, ça suffit vraiment?



Pauline Blanc  
Jeunes PLR



Colin Métraux  
Jeunes UDC



Christian Ciocca  
Ancien  
animateur RTS



Sarah Neumann  
PS



Jean Burgermeister  
syndicat SSM

Payer chaque année 335 francs de redevance, c'est trop pour les défenseur-es de l'initiative «200 francs, ça suffit». Pour ses opposant-es, diminuer la redevance de 40% signifie au contraire démanteler le service public et mettre en danger la démocratie, au moment où la désinformation pullule sur les réseaux. Que finance-t-on avec la redevance? La SSR telle qu'on la connaît a-t-elle fait son temps ou reste-t-elle essentielle à la cohésion nationale? Avec cinq invité-es sur un sujet aussi brûlant, le débat s'annonce captivant. On vous attend.

Modération par Sophie Dupont (rubrique suisse du Courrier)